ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 16 novembre 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° "modifiant la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national", a donné le 29 novembre 1983 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e november 1983 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "houdende wijziging van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal geografisch instituut", heeft de 29e november 1983 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Comme l'expose le rapport au Roi, le but du projet est d'étendre les missions de l'Institut géographique national afin d'éviter l'éparpillement de divers services, notamment certains services de la direction des grands levés et des plans généraux de l'Administration du cadastre du Ministère des Finances et le service de topographie et de photogrammétrie du Ministère des Travaux publics.

Sous les réserves qui seront faites ci-après à propos de l'article 2 et de l'article 3, le projet entre, d'une manière générale, dans les pouvoirs spéciaux attribués au Roi par l'article 1er, 3°, de la loi du 6 juillet 1983.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

L'urgence étant invoquée, il conviendrait que l'alinéa 1er vise aussi l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Dispositif.

Article 1er.

Dans le texte introductif du paragraphe 1er de l'article 3 en projet, il serait plus correct d'écrire "éventuellement" au lieu de "si besoin", sur le modèle de la disposition modifiée.

+

Au c du paragraphe 1er, il serait plus correct et plus clair d'écrire "les documents correspondant aux missions de l'Institut".

+

Les mots "ci-dessus" doivent être supprimés au d.

+

Au e, il conviendrait d'écrire, comme il est d'usage, "dans les conditions et selon les modalités fixées par arrêté royal pris sur proposition des Ministres intéressés et délibéré en Conseil des Ministres".

+

Il n'est pas d'usage de subdiviser en sous-alinéas la division d'un alinéa précédée d'un chiffre ou d'une lettre. Cette manière de faire risque, en effet, de créer d'inextricables difficultés de référence. L'alinéa 2 du f devrait donc devenir l'alinéa 2 du paragraphe 1er.

Par ailleurs, afin de bien indiquer que le Centre de documentation de la couverture photographique aérienne et de la couverture par télédétection aérienne et spatiale du Royaume, est créé par l'arrêté en projet, le texte suivant est proposé comme alinéa 2 du paragraphe 1er :

.../...

"Sur la proposition des Ministres intéressés, le Roi fixe la mission du Centre créé par l'alinéa 1er, f, et prend les mesures nécessaires pour assurer audit Centre la collaboration des services publics, des organismes de droit public ou des organismes de droit privé subventionnés par les pouvoirs publics, et des autres personnes juridiques qu'Il désigne".

+

A la fin du g, il s'agit de techniciens qui désirent recevoir une formation complémentaire en vue de remplir des missions dans les pays tiers, mais cette formation, dans l'intention du Gouvernement, est gratuite. Il serait, dès lors, plus clair d'écrire "et de participer à la formation des techniciens appelés à remplir des missions dans les pays tiers".

.../...

Article 2.

Suivant l'article 2,

"Il est inséré dans la même loi un article 3bis, rédigé comme suit :

"Article 3bis.- Tous les produits de l'Institut géographique national sont protégés par le droit d'auteur, et ce, dans les conditions et suivant les modalités fixées par le Roi".

Le rapport au Roi entend justifier en ces termes cette disposition :

"L'article 2 est consacré au droit d'auteur. Légalement, les cartes et publications de l'Institut sont protégées par la loi sur le droit d'auteur du 22 mars 1886 ainsi que par la Convention de Berne. Cette protection se révèle, toutefois, inefficace dans la pratique. En effet, si l'Institut peut empêcher la production de cartes sans son autorisation, il tombe sous le sens qu'un contrôle total est impossible; beaucoup de reproductions échappent ainsi au visa de l'Institut.

Il faut d'urgence que des mesures soient prises pour protéger au maximum les produits anciens et nouveaux de l'Institut géographique national. En effet, la photographie aérienne du Royaume et la cartographie topographique officielle marquent la souveraineté d'un Etat et, de ce fait, doivent rester la propriété de l'Etat et ne peuvent être utilisées par des tiers que dans les conditions fixées par l'Etat.

Dans le cadre actuel de la législation, la perception des droits d'auteur rapportent à l'Institut un montant de ± 1.000.000 F; il est évident qu'une protection plus efficace, grâce à des dispositions légales renforcées, contribuerait nettement à augmenter sensiblement les recettes du Trésor.

Les conséquences d'une telle mesure seront multiples. En effet, non seulement le fonctionnement de l'Institut se verrait amélioré, mais cela contribuerait, dans un cadre global, au redressement économique et financier de l'Etat".

.../...

Tel qu'il est rédigé, l'article 3bis en projet va bien au-delà de l'habilitation conférée au Roi par l'article 1er, 3°, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Il paraît, d'ailleurs, superflu. D'une part, en effet, l'article 11 de la loi du 22 mars 1886 dispose comme suit, en son alinéa 2 :

> "Toutes autres publications faites par l'Etat ou les administrations publiques donnent lieu au droit d'auteur, soit au profit de l'Etat ou de ces administrations pendant une durée de cinquante ans, à partir de leur date, soit au profit de l'auteur, s'il ne l'a pas aliéné en faveur de l'Etat ou de ces administrations".

Il est donc inutile de réaffirmer cette règle.

D'autre part, s'il s'agit seulement d'améliorer le fonctionnement des services quant à l'efficacité du contrôle et non pas d'étendre le champ d'application de l'article 11, alinéa 2 de la loi du 22 mars 1886, les pouvoirs ordinaires d'exécution du Roi suffisent amplement à y pourvoir.

L'article 2 doit donc être omis.

Article 3.

L'article 3ter en projet, tel qu'il est rédigé, paraît donner aux Ministres des pouvoirs que le Roi devrait exécuter. Par ailleurs, on ne transfère pas des "moyens". Enfin, il semble ressortir de l'économie générale de l'arrêté en projet, notamment

.../...

de son article 6 (article 24bis nouveau), que l'intention du Gouvernement est de transférer les services et non seulement les missions assumées par ces services.

Le texte suivant est dès lors proposé :

"Article 3ter. Le service de topographie et de photogrammétrie du Ministère des Travaux publics ainsi que les services de la Direction des grands levés et plans généraux de l'Administration du cadastre du Ministère des Finances, qui exercent les missions définies à l'article 3, § 1er, sont transférés à l'Institut géographique national.

Les conditions et les modalités de ce transfert sont déterminées par un arrêté royal pris sur proposition des Ministres intéressés et délibéré en Conseil des Ministres".

+

Suivant l'alinéa 3 de l'article 3ter en projet :

"Le même transfert peut se réaliser pour d'autres services publics à désigner par le Roi avant le 31 décembre 1983 par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres sur la proposition des Ministres concernés".

Un texte de valeur législative est évidemment nécessaire pour opérer le transfert d'un service de l'Etat à un établissement public ou d'un service d'un établissement public à un autre établissement public. En l'occurrence, le Roi ne peut, par conséquent, être habilité à opérer un tel transfert que par

la loi de pouvoirs spéciaux et non par un arrêté pris en exécution de cette loi. L'intention du Gouvernement ne pourrait être réalisée que par un autre arrêté de pouvoirs spéciaux qui compléterait à nouveau la loi du 8 juin 1976 en opérant les transferts souhaités.

L'alinéa 3 doit donc être omis.

+

Le projet laisse inchangé le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 8 juin 1976 dont les deux alinéas sont libellés comme suit :

"§ 2. L'Institut peut exécuter des travaux pour compte de tiers.

Les travaux pour compte des forces armées ou du Ministère de la Défense nationale bénéficient de la priorité d'exécution".

On peut se demander si l'alinéa 2 ne devrait pas être revu, compte tenu de ce que des services d'autres départements que celui de la Défense nationale sont transférés à l'Institut. La priorité réservée au Ministère de la Défense nationale se justifiait, selon l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 8 juin 1976, par l'origine et la responsabilité première de l'Institut(1). Le même motif ne justifierait-il pas une priorité semblable en faveur des départements ministériels dont certains services sont transférés par le projet ?

.../...

---

(1) Chambre, 1974-1975, doc. n° 636/1, p. 3.

Article 4.

Cet article serait plus clairement structuré comme suit :

"Article 4.-

A l'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2 est remplacé par la disposition suivante :

"2. de trois membres représentant le Ministre de la Défense nationale;";

2° le 3 est remplacé par la disposition suivante :

"3. (comme au projet)";

3° le 4 est remplacé par la disposition suivante :

"4. (comme au projet)";

4° le 5 est remplacé par la disposition suivante :

"5. (comme au projet)";

5° il est inséré un 6 rédigé comme suit :".
(Voir l'observation ci-après).

En ce qui concerne le 6, que le projet (§ 5) tend à insérer dans l'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la loi du

.../...

8 juin 1976, il convient d'observer que si des représentants des Exécutifs régionaux peuvent sans inconvénient être appelés à siéger au sein du comité de gestion de l'Institut, alors surtout qu'ils n'ont que voix consultative, en revanche ils ne peuvent certainement pas y être nommés par le Ministre de la Défense nationale, ce qui résulterait de l'article 5, § 1er, alinéa 2, de la loi, que l'arrêté en projet ne modifie pas.

Cet alinéa 2 devrait donc être adapté au principe de l'autonomie des Régions pour ce qui est de l'application du 6 nouveau du paragraphe 1er.

On peut, d'ailleurs, se demander si, pour le surplus et compte tenu des transferts opérés par le projet, le monopole du Ministre de la Défense nationale pour la nomination des membres du Comité de gestion se justifie encore entièrement.

Article 5.

Il conviendrait de rédiger l'article comme suit :

"Article 5.-

A l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Au paragraphe 1er, l'alinéa 2 est abrogé.

.../...

2° Il est inséré un paragraphe 3, rédigé comme suit :

"§ 3. Les biens appartenant à l'Etat, qui sont affectés aux services désignés à l'article 3ter, seront transférés à l'Institut.

Un arrêté royal pris sur proposition des Ministres intéressés déterminera les biens visés à l'alinéa 1er et réglera les conditions et les modalités de leur transfert".

3° Il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4 ... (comme au projet)".

Article 6.

L'article 24bis en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 24bis. § 1er. Les membres du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service, qui sont exclusivement affectés à l'exercice des missions déterminées à l'article 3, § 1er, dans les services visés à l'article 3ter, sont transférés dans leur qualité à l'Institut géographique national. Ils conservent, dans leur emploi, le bénéfice de leur ancienneté administrative et pécuniaire, ainsi que le bénéfice de la réussite des examens de carrière.

.../...

S'ils ... (la suite comme au projet).

§ 2. Le Roi réglera les modalités des transferts".

OBSERVATIONS FINALES.

1. Il va de soi que les transferts de personnel prévus par l'article 24bis en projet ne pourront avoir lieu que lorsque le cadre organique et le cadre linguistique de l'Institut auront été adaptés à ces transferts.

2. Etant donné l'implication du département des Finances et du département des Travaux publics dans les dispositions en projet, il serait nécessaire que celles-ci soient proposées et contresignées non seulement par le Ministre de la Défense nationale, mais aussi par le Ministre des Finances et par le Ministre des Travaux publics. Il conviendrait aussi que ces deux derniers Ministres soient chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de l'arrêté (article 7).

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Blijkens het verslag aan de Koning beoogt het ontwerp een verruiming van de opdrachten van het Nationaal Geografisch Instituut om versnippering van de diverse diensten te vermijden, inzonderheid van sommige diensten van de Directie grote opmetingen en algemene plannen van het Bestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën en van de Dienst topografie en fotogrammetrie van het Ministerie van Openbare Werken.

Onder voorbehoud van de opmerkingen die verderop aangaande artikel 2 en artikel 3 worden gemaakt, valt het ontwerp over het algemeen binnen het bestek van de bijzondere machten die bij artikel 1, 3°, van de wet van 6 juli 1983 aan de Koning zijn toegekend.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Aangezien men zich op de dringende noodzakelijkheid beroept, behoort in het eerste lid ook te worden verwezen naar artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het zou juister zijn, naar het voorbeeld van de gewijzigde bepaling, in de inleidende tekst van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 3 "eventueel" te schrijven in plaats van "waar nodig".

+

.../...

In de tekst onder c van paragraaf 1 zou het juister en duidelijker zijn te schrijven "de met de opdrachten van het Instituut overeenstemmende documenten in grafische ... (voorts zoals in het ontwerp)".

+

In de tekst onder d moet het woord "hierboven" vervallen.

+

In de tekst onder e schrijve men zoals gebruikelijk : "onder de voorwaarden en op de wijze bepaald bij een op de voordracht van de betrokken Ministers vastgesteld en in Ministerraad overlegd koninklijk besluit".

+

Het is niet gebruikelijk de door een cijfer of door een letter voorafgegane onderverdeling van een lid nogmaals in leden in te delen. Een zodanige werkwijze kan immers onontwarbare moeilijkheden meebrengen wanneer naar een tekst moet worden verwezen. Het tweede lid van f zou dus het tweede lid van paragraaf 1 moeten worden.

Om goed te laten blijken dat het "Centrum voor documentatie van de luchtfotografische overdekking en de overdekking door lucht- en ruimteteledetectie van het Rijk" door het ontworpen besluit wordt opgericht, wordt bovendien als tweede lid van paragraaf 1 de volgende tekst voorgesteld :

"Op de voordracht van de betrokken Ministers bepaalt de Koning de opdracht van het bij het eerste lid, f, opgerichte Centrum en treft Hij de nodige maatregelen opdat de openbare diensten, de publiekrechtelijke of de

door de overheid gesubsidieerde privaatrechtelijke instellingen en de andere rechtspersonen die Hij aanwijst, met het Centrum zullen meewerken".

+

Op het einde van de tekst onder g gaat het om technici die met het oog op het vervullen van opdrachten in derde landen een aanvullende opleiding wensen te krijgen. Volgens de bedoeling van de Regering is die opleiding echter gratis. Het zou derhalve duidelijker zijn te schrijven "en deel te nemen aan de opleiding van technici die geroepen zijn om opdrachten voor derde landen te vervullen".

Artikel 2.

Artikel 2 bepaalt :

"In dezelfde wet wordt een artikel 3bis ingelast, dat als volgt luidt :

"Artikel 3bis.- Alle produkten van het Nationaal geografisch instituut zijn auteursrechtelijk beschermd, volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Koning".

Het verslag aan de Koning wil die bepaling in de volgende bewoordingen wettigen :

"Artikel 2 handelt over het auteursrecht. Wettelijk worden de kaarten en de publicaties van het Instituut beschermd door de wet van 22 maart 1886 op het auteursrecht alsook bij de Conventie van Bern. In de praktijk is die bescherming evenwel ontoereikend. Indien het Instituut weliswaar zonder zijn instemming de reproductie van kaarten kan verhinderen, is het evident dat een volledige controle onmogelijk is; meerdere reproducties ontsnappen uit dien hoofde aan het akkoord van het Instituut.

.../...

Dringend moeten maatregelen genomen worden om maximaal de oude en de nieuwe produkten van het Nationaal geografisch instituut te beschermen. Aangezien de luchtfotografie van het Rijk en de officiële topografische cartografie inderdaad voortvloeien uit de soevereiniteit van een Staat, is het vanzelfsprekend dat zij op grond daarvan het eigendom van de Staat moeten blijven en slechts door derden mogen worden gebruikt onder de voorwaarden die door de Staat worden bepaald.

In het raam van de huidige wetgeving wordt door het Instituut een bedrag van ± 1.000.000 F als auteursrechten geïnd; het is klaarblijkend dat een betere bescherming krachtens een meer krachtdadige wetgeving, zal bijdragen tot een aanzienlijke stijging van de schatkistontvangsten.

De gevolgen van dergelijke maatregel zullen verscheiden zijn. Inderdaad, niet alleen zal de werking van het Instituut verbeterd worden, maar ook globaal gezien zal zulks bijdragen tot het economisch en financieel herstel van de Staat".

Zoals het ontworpen artikel 3bis is geredigeerd, gaat het veel verder dan de machtiging die aan de Koning is verleend bij artikel 1, 3°, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Het artikel lijkt overigens overbodig. Enerzijds bepaalt artikel 11, tweede lid, van de wet van 22 maart 1886 immers :

"Op alle andere uitgaven van de Staat of van de openbare besturen bestaat wel auteursrecht, hetzij ten voordele van de Staat of van die besturen gedurende vijftig jaar te rekenen van hun dagtekening, hetzij ten voordele van de maker, indien hij zijn recht aan de Staat of aan die besturen niet heeft afgestaan".

Het is dus onnodig die regel opnieuw te bevestigen.

Als anderzijds alleen een betere werking van de diensten uit een oogpunt van doeltreffendheid van de controle wordt beoogd, en niet de uitbreiding van de werkingssfeer van artikel 11, tweede lid, van de wet van 22 maart 1886, is 's Konings gewone uitvoeringsmacht ruimschoots toereikend om daarin te voorzien.

Artikel 2 moet dus vervallen.

Artikel 3.

Zoals het ontworpen artikel 3ter is geredigeerd, lijkt het aan de Ministers bevoegdheden toe te kennen die door de Koning uitgeoefend zouden moeten worden. Middelen worden overigens niet overgeheveld. Ten slotte lijkt de algemene economie van het ontworpen besluit, bepaaldelijk artikel 6 (het nieuwe artikel 24bis), erop te wijzen dat de Regering voornemens is de diensten over te hevelen, en niet alleen de opdrachten die door die diensten worden vervuld.

De volgende tekst wordt derhalve voorgesteld :

"Artikel 3ter. De dienst topografie en fotogrammetrie van het Ministerie van Openbare Werken en de diensten van de Directie grote opmetingen en algemene plannen van het Bestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën, die de in artikel 3, § 1, omschreven opdrachten uitoefenen, worden naar het Nationaal Geografisch Instituut overgeheveld.

De voorwaarden en de nadere regels aangaande die overheveling worden bepaald bij een op de voordracht van de betrokken Ministers vastgesteld en in Ministerraad overlegd koninklijk besluit".

+

.../...

Het derde lid van het ontworpen artikel 3ter luidt aldus :

"Eenzelfde overheveling kan gebeuren met andere openbare diensten door de Koning aan te wijzen bij een op de voordracht van de betrokken Ministers in Ministerraad beraadslaagd besluit en dit vóór 31 december 1983".

Uiteraard is een tekst met kracht van wet vereist om een dienst van de Staat naar een openbare instelling of een dienst van een openbare instelling naar een andere openbare instelling over te hevelen. In het onderhavige geval kan de Koning dan ook alleen door de bijzondere-machtenwet en niet door een ter uitvoering van die wet vastgesteld besluit gemachtigd worden tot het verrichten van een zodanige overheveling. De Regering zou haar doel slechts kunnen bereiken met een ander bijzondere-machtenbesluit dat de wet van 8 juni 1976 andermaal zou aanvullen door de gewenste overhevelingen te voltrekken.

Het derde lid moet dus vervallen.

+

Het ontwerp raakt niet aan paragraaf 2 van artikel 3 van de wet van 8 juni 1976 waarvan de twee leden als volgt zijn geformuleerd :

"§ 2. Het Instituut mag werken uitvoeren voor rekening van derden.

Werken voor rekening van de krijgsmacht of van het Ministerie van Landsverdediging genieten voorrang bij de uitvoering".

.../...

Nu diensten van andere departementen dan dat van Landsverdediging naar het Instituut worden overgeheveld, kan men zich afvragen of het tweede lid niet herzien moet worden. De voorrang die aan het Ministerie van Landsverdediging is gegeven, was volgens de memorie van toelichting bij het ontwerp dat de wet van 8 juni 1976 is geworden, noodzakelijk wegens de oorsprong en de voornaamste verantwoordelijkheid van het Instituut (1). Zou dezelfde reden niet een soortgelijke voorrang wettigen ten gunste van de ministeriële departementen waarvan sommige diensten door het ontwerp worden overgeheveld ?

Artikel 4.

Dit artikel zou duidelijker zijn als het op de volgende wijze werd gestructureerd :

"Artikel 4.-

In artikel 5, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"2. drie leden die de Minister van Landsverdediging vertegenwoordigen;";

2° 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"3. (zoals in het ontwerp)";

.../...

---

(1) Kamer, 1974-1975, Gedr. St. nr 636/1, blz. 3.

3° 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"4. twee leden voorgedragen door het Verbond van Belgische Ondernemingen en een lid voorgedragen door de representatieve organisaties van de Middenstand";

4° 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"5. (zoals in het ontwerp)";

5° een als volgt geredigeerd punt 6 wordt ingevoegd :

"6. een lid, ..., dat ...".
(Zie de hierna gemaakte opmerking).

Ten aanzien van punt 6 dat het ontwerp (§ 5) bedoelt in te voegen in artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 8 juni 1976, zij erop gewezen dat al kunnen vertegenwoordigers van de Gewestexecutieven zonder bezwaar worden geroepen om in het comité van beheer van het Instituut zitting te hebben vooral daar ze er slechts raadgevende stem hebben, daartegenover staat dat zij daarin zeker niet door de Minister van Landsverdediging benoemd kunnen worden, hetgeen zou volgen uit artikel 5, § 1, tweede lid, van de wet dat door het ontworpen besluit niet gewijzigd wordt.

Dat tweede lid zou dan ook aan het beginsel van de autonomie van de Gewesten moeten worden aangepast wat betreft de toepassing van het nieuwe punt 6 van paragraaf 1.

Men kan zich trouwens afvragen of voor het overige het monopolie van de Minister van Landsverdediging voor het benoemen van de leden van het comité van beheer, mede wegens de overhevelingen waarin het ontwerp voorziet, nog ten volle gerechtvaardigd is.

.../...

Artikel 5.

Het artikel zou in dezer voege gesteld moeten worden :

"Artikel 5.-

In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven.

2° Een paragraaf 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3. De aan de Staat toebehorende goederen die zijn toebedeeld aan de in artikel 3ter aangewezen diensten, worden aan het Instituut overgedragen.

Een op de voordracht van de betrokken Ministers vastgesteld koninklijk besluit bepaalt welke de in het eerste lid bedoelde goederen zijn en stelt de voorwaarden en de nadere regels aangaande de overdracht ervan vast".

3° Een paragraaf 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 4. ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

Het ontworpen artikel 24bis zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 24bis. § 1. De leden van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel die in de diensten bedoeld in artikel 3ter uitsluitend zijn aangesteld voor het vervullen van de opdrachten die in artikel 3, § 1, zijn omschreven, worden in hun hoedanigheid naar het Nationaal Geografisch Instituut overgeheveld. Zij behouden in hun betrekking hun administratieve en geldelijke anciënniteit alsook hun aanspraken wegens het slagen voor de loopbaanexamens.

Indien zij een bezoldiging genieten die hoger is dan die welke zij voor dezelfde graad in het Instituut zouden hebben verkregen, behouden zij die totdat zij in hun loopbaan een zelfde of hogere bezoldiging verkrijgen.

§ 2. De Koning stelt de nadere regels voor de overhevelingen vast".

SLOTOPMERKINGEN.

1. Het spreekt vanzelf dat de in het ontworpen artikel 24bis bedoelde overhevelingen van personeel eerst zullen kunnen geschieden als de personeelsformatie en het taalkader van het Instituut aan die overhevelingen aangepast zullen zijn.

2. Aangezien het departement van Financiën en het departement van Openbare Werken bij de ontworpen bepalingen betrokken zijn, behoren deze niet alleen door de Minister van Landsverdediging maar ook door de Minister van Financiën en

.../...

door de Minister van Openbare Werken voorgedragen en mede-ondertekend te worden. Ook deze laatste twee Ministers zouden, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van het besluit belast moeten worden (artikel 7).

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.